

Service Risques  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE cedex

Lille, le 27 août 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GURDEBEKE Chateau Gautier**

65, boulevard Carnot  
60400 Noyon

Références : IC-R/0195/24-CM/SL  
Code AIOT : 0005106547

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement GURDEBEKE Chateau Gautier implanté Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GURDEBEKE Chateau Gautier
- Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent
- Code AIOT : 0005106547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE dont le siège se situe à Noyon, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implantée à Moulin-sous-Touvent qui comporte également un centre de transfert de déchets non dangereux ainsi qu'une plateforme de compostage de déchets verts.

Ce site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)
- Odeurs

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Sans objet
2	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant complète correctement l'interface RNDTS à partir d'un logiciel interne Ecorec (gestion des entrées de déchets sur le site).

L'exploitant doit mener des investigations pour définir si les plaintes déposées en mairie de Tracy-le-Mont et de Tracy-le-Val et transmises à l'inspection des installations classées les 27 mars et 21 mai 2024, proviennent de ses installations. Des capteurs H<sub>2</sub>S sont d'ores et déjà en place. Les résultats interprétés seront transmis à l'inspection ainsi qu'un plan d'actions le cas échéant.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".  Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.  Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique ne pas utiliser cette interface puisque les déchets réceptionnés sont non dangereux.  Il utilise un logiciel interne nommé Ecorec pour son suivi des réceptions des déchets sur son centre. Ce logiciel permet d'identifier pour chaque entrée le tonnage, la date, la provenance, le code déchet et le transporteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant utilise l'interface RNDTS depuis le 1er janvier 2023. Lors de l'inspection, il a été vérifié que l'ensemble des colonnes de cette interface était complétée.</p> <p>Les données versées sur RNDTS proviennent du logiciel interne Ecorec. Une extraction de ce logiciel est intégrée sur RNDTS.</p> <p>Sur RNDTS, en 2022, 49 916 tonnes de déchets ont été déposées dans le casier en exploitation du site. En 2023, ce sont 36 986 tonnes qui sont arrivées sur le site. Ces chiffres correspondent à ceux déclarés dans GEREP.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant réalise une ronde bi-hebdomadaire (a minima la veille des week-end et jours fériés), passant à minima par les communes de Tracy-le-Mont, Tracy-le-Val et Berneval, afin de détecter l'apparition d'éventuelles nuisances olfactives.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Des plaintes ont été déposées en mairie de Tracy-le-Mont et de Tracy-le-Val et transmises à l'inspection les 27 mars et 21 mai 2024.</p> <p>L'exploitant a analysé les plaintes en fonction notamment du sens du vent au moment du ressenti des odeurs. D'après l'analyse de l'exploitant, le sens du Sud/Est ne permet pas de dire que les odeurs proviennent de son site. Une réponse va être faite aux communes par l'exploitant.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant a posé, suite à ces plaintes, à proximité des bassins de gestion des lixiviats des capteurs d'H<sub>2</sub>S. Ces capteurs sont positionnés entre le casier en exploitation et les communes concernées. Leur pose date du 15 mai. Ils seront relevés le 30 juin 2024 et partiront pour analyses.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant d'investiguer davantage, notamment en analysant le type de déchets reçus en amont des plaintes.</p> <p>Lors de la prochaine commission de suivi de site, prévue à la mi-juin prochain, cette thématique des odeurs sera abordée. La procédure d'alerte directe en cas d'odeurs sera une base de discussion.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspectrice n'a pas constaté d'odeurs particulières en dehors du casier en exploitation. L'inspectrice s'est également rendue dans les communes de Tracy-le-Mont et de Tracy-le-Val. Aucune odeur n'a été sentie. Il s'agit d'un constat à l'instant de la visite d'inspection.</p> <p>Une attention particulière va être portée aux autres ICPE présentes dans le secteur.</p>

L'exploitant informe l'inspection que lors des rondes "odeurs" réalisées bi-hebdomadairement, le personnel de la société Gurdebeke n'est pas accompagné des représentants locaux nommés en commission de suivi de site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif :** L'exploitant transmettra dès réception les résultats interprétés à l'inspection des installations classées de la campagne de mesures des capteurs H<sub>2</sub>S.

Lors de plaintes, il est demandé à l'exploitant d'investiguer sur le type de déchets reçus quelques jours en amont afin de voir si une relation peut être faite. Cette analyse sera transmise à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 45 jours